

France-Monde

## ÉLECTIONS

# Des régionales très nationales

**Élections RÉGIONALES** CE QU'IL FAUT SAVOIR

Initialement prévues en mars 2021, les élections régionales seront organisées en juin 2021 en raison de la pandémie de Covid-19.

**Quand ?**  
Le dimanche 13 juin 2021 et le dimanche 20 juin 2021.

**Pour élire qui ?**  
1767 conseillers régionaux.

**Pour quelle durée ?**  
6 ans.

**Qui peut être candidat ?**  
Pour être candidat, il faut :  

- être inscrit sur une liste électorale
- jouer de ses droits civils et politiques
- être domicilié dans la région ou y payer au moins l'une des quatre taxes directes locales.
- avoir 18 ans révolus.

 Un candidat ne peut se présenter que :  

- sur 1 seule liste
- et dans 1 seule région.

**Les listes sont-elles paritaires ?**  
Oui. Elles sont composées alternativement d'un candidat de chaque sexe.

**Qui peut voter ?**  
Pour voter aux régionales, il faut :  

- avoir la nationalité française
- être âgé de 18 ans
- jouer de ses droits civils et politiques
- être inscrit sur une liste électorale.

**Quels territoires sont concernés ?**  
Les 12 régions métropolitaines + la Guadeloupe et La Réunion.

**Combien de conseillers régionaux dans les régions ?**  
Guadeloupe : 41, La Réunion : 45

**Quel est le mode de scrutin ?**  
Scrutin de liste proportionnel à 2 tours avec prime majoritaire.

**1<sup>er</sup> tour**  
 Si 1 liste obtient la majorité absolue → bénéficie d'1 prime majoritaire → 25% des sièges à pourvoir.  
 Les autres listes (ayant obtenu au moins 5% des suffrages) → se répartissent les autres sièges à la proportionnelle.  
 Si aucune liste n'obtient + de 50% des voix...

**2<sup>nd</sup> tour**  
 Seules les listes ayant obtenu au moins 10% des suffrages exprimés au 1<sup>er</sup> tour peuvent se présenter.  
 La liste en tête → bénéficie d'1 prime majoritaire → 25% des sièges à pourvoir.  
 Les autres listes (ayant obtenu au moins 5% des suffrages) → se répartissent les autres sièges à la proportionnelle.

Sources: Service-public.fr, Conseil constitutionnel, gouvernement, ministère de l'Intérieur. **VISACTU**

**La campagne est lancée. Le 13 juin, les citoyens devront réélire conseillers départementaux et régionaux. Si le premier scrutin restera à dominante locale, les régionales impacteront la présidentielle de 2022.**

Le rendez-vous électoral n'est pas assuré puisqu'en avril, une clause de revoyure est prévue pour évaluer la capacité à organiser les élections en fonction de la situation sanitaire. Les états-majors ont néanmoins bouclé ou presque leurs investitures.

### • La participation : Covid ou pas Covid

Comme aux municipales de l'an dernier, la vigueur de la pandémie en juin conditionnera le taux d'abstention. Le regain de participation fut plutôt une bonne surprise lors des régionales de décembre 2015 : sept points de plus qu'en mars 2010, de 51 % à 58 %

après un premier tour à 51 %. Si l'on se fie aux municipales de 2015, la prime au sortant sera versée avec une nuance : le camp qui perdra le moins d'électeurs pour cause de Covid, peut espérer des satisfactions. Si tout redevient normal, le jeu est ouvert.

## • **À droite, l'ascenseur ou l'échafaud**

Trois prétendants potentiels à la présidentielle se lancent dans la campagne et un quatrième par procuration : Xavier Bertrand (Hauts-de-France), Valérie Pécresse (Île-de-France) et Laurent Wauquiez (Auvergne-Rhône-Alpes.) Une réélection les poussera dans l'ascenseur pour 2022, une défaite sur l'échafaud des ambitions. Ancien président des Pays-de-Loire, un quatrième, le sénateur Bruno Retailleau souffrirait d'un revers de sa remplaçante Christelle Morançais, confrontée à de solides challengers.

## • **Au RN, un palier de plus ou le plafond de verre**

En 2015, avec des listes conduites par ses ténors, le parti lepéniste a échoué à s'emparer de régions. Non seulement, il a perdu en triangulaires (Grand-Est, Normandie, Centre, Bourgogne-Franche-Comté, Occitnaie) mais encore il s'est heurté à des retraits de listes de gauche (Marine Le Pen en Hauts-de-France, sa nièce Marion en Paca). Lors de ce scrutin, il mesurera sa capacité à éviter les barrages républicains et à confirmer en cas de triangulaire sa place de premier parti de France glanée aux Européennes de 2019. En gagnant une région, il gravirait un palier après ses succès dans les villes. Sans succès, il se cognerait au plafond de verre.

## • **À gauche, l'union ou l'irréconciliable**

La gauche qui détient cinq régions sur les 12 de métropole, toutes présidées par des socialistes, ne peut se permettre de régresser. Elle partira unie dans les Hauts-de-France, peut-être en Paca, deux terres de (re) conquête. Ailleurs, le test du rassemblement sera passé entre les deux tours à condition qu'une des listes en lice obtienne les 10 % donnant droit à se maintenir (5 % pour fusionner). Le 1<sup>er</sup> tour établira le rapport de force entre socialistes, écologistes et Insoumis, le second mettra le cap sur l'union ou confirmera la théorie des gauches irréconciliables.

## • **Et la majorité dans tout ça ?**

Le délégué national de LREM Stanislas Guérini a réussi à regrouper toutes les composantes (MoDem, Agir, Territoires de Progrès...), à apaiser les tensions et la joue

modeste. Échaudée par les municipales, la majorité se contentera de scores corrects au premier tour et de bonus possibles dans le Centre, la Normandie, les Pays-de-Loire. Elle devra quand même déterminer avec qui elle participe aux barrages républicains. Seuls quelques ministres de second plan et secrétaires d'État se frotteront aux réalités électorales du terrain.